



Paris, le 13 juillet 2010

Bernard Soulage, Secrétaire national aux Transports
Razzy Hammadi, Secrétaire national aux Services Publics
Laurence Rossignol, Secrétaire nationale au Développement Durable

Schéma national des infrastructures de transport : une nouvelle baudruche ?

Promis lors des débats du Grenelle de l'environnement, le gouvernement a enfin procédé à la présentation du schéma national des infrastructures de transport (SNIT), qui fixe les orientations des programmes d'investissements publics pour les trente ans à venir.

Sur le papier, les engagements pris lors du Grenelle I semblent respectés, comme lors du vote de cette première loi. Le Parti Socialiste ne peut que se satisfaire des orientations générales du SNIT : les premiers, nous avons appelé à mettre la France sur la voie du rail, du fluvial et des transports collectifs. Il restera toutefois à vérifier dans le détail que les débats à venir sur ce projet permettront de satisfaire les demandes légitimes des collectivités.

En revanche, à aucun moment n'est précisée la manière dont l'Etat participera au financement des projets annoncés. Et l'expérience montre que les infrastructures font toujours les frais des politiques de rigueur.

Avec l'austérité qui se prépare, le Parti Socialiste craint que la participation de l'Etat à ces projets d'équipement soient mise à mal. Alors que le Président de la République accuse les régions d'être trop dépensières, il a pris l'habitude de se défausser sur elle pour le financement des infrastructures. Déjà les besoins de financement de l'Agence de financement des infrastructures de transport de France (AFITF) ne sont pas intégralement couverts, et ses ressources loin d'être stabilisées avec ce qui ressemble à un abandon des tarifications multimodales, à l'exemple de la taxation des poids lourds ou de l'eurovignette. Et seuls 7 des 15 milliards d'euros prévus pour les lignes TGV, le canal Seine-Nord et les contrats de projets Etat-régions sont aujourd'hui financés.

Nous ne laisserons pas à nouveau l'Etat faire peser sur les seules collectivités locales, qui doivent déjà participer au financement des réseaux de transport du quotidien pour un montant estimé à 53 milliards d'euros, le poids de ses engagements.

Le Parti socialiste sera en conséquence extrêmement vigilant quant au détail du schéma, et veillera à ce que celui-ci réponde d'un aménagement équitable et durable du territoire.

Le Parti socialiste tient à rappeler, par ailleurs, l'urgence de procéder dès aujourd'hui à des investissements clefs dans les transports. Nous refusons que soient relégués à l'horizon 2040 les réponses aux besoins actuels en infrastructures et en matériel roulant. Nous ne pouvons laisser plus longtemps nos réseaux de transport se dégrader, alors que la colère des usagers se fait chaque jour plus forte dans toutes les régions françaises.